

Nouvelles pauvretés, développement et transformation sociale : deux congrès internationaux de travail social relancent le débat

Louis Favreau and André G. Jacob

Volume 3, Number 2, Fall 1990

Pratiques féministes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301100ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301100ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Favreau, L. & Jacob, A. G. (1990). Nouvelles pauvretés, développement et transformation sociale : deux congrès internationaux de travail social relancent le débat. *Nouvelles pratiques sociales*, 3(2), 195–210.
<https://doi.org/10.7202/301100ar>



Les pratiques sociales d'ailleurs

Nouvelles pauvretés, développement et transformation sociale: deux congrès internationaux de travail social relancent le débat

Louis FAVREAU
Université du Québec à Hull
et André G. JACOB
Université du Québec à Montréal

En août dernier, une douzaine de professeurs en travail social d'universités québécoises participaient au congrès international des Écoles de travail social (l'AIESS) à Lima, au Pérou. Quatre cents participants, de tous les continents, majoritairement d'Amérique latine mais aussi d'Asie et d'Afrique. Une poignée d'Européens, près d'une centaine d'Américains et de Canadiens. Cent cinquante communications autour de la thématique de *la pauvreté et de la transformation sociale*. Vieux thème qui remonte ici aux années 60 (la guerre contre la pauvreté lancée par Kennedy aux États-Unis, puis par Pearson au Canada). Vieux thème, nouvelle approche? Par delà les statistiques de participation et derrière ce thème, en quoi ce congrès, tenu dans un pays du tiers monde, le Pérou, a-t-il contribué au renouvellement

de la problématique... et des stratégies d'intervention sociale dans la lutte pour la transformation sociale? Le présent texte présente d'abord les faits saillants et les éléments plus novateurs de ce congrès. Viennent ensuite des informations sur le congrès de la Fédération internationale des travailleurs sociaux tenu à Buenos Aires une semaine avant celui de l'AIESS. Par bien des aspects, ces deux congrès rejoignent des préoccupations très québécoises.

LE FIL CONDUCTEUR DU CONGRÈS

L'Association internationale des Écoles de travail social tient une conférence internationale tous les deux ans. En 1984, l'AIESS tenait sa conférence à Montréal, en 1986 à Tokyo, en 1988 à Vienne. L'année 1990 marquait un tournant significatif avec la tenue de la conférence dans un pays du tiers monde, dans un pays d'Amérique latine, le Pérou. L'AIESS n'avait pas tenu de conférence en Amérique latine depuis plus de 25 ans¹. Le lieu prenait donc une signification particulière et donnait tout son sens au thème de ce congrès: «Les nouveaux visages de la pauvreté et la lutte pour la transformation sociale.»

Des participants au nombre de 400: une substantielle majorité en provenance de l'Amérique latine, un noyau significatif en provenance de l'Asie (notamment des Indes et des Philippines), quelques africains (Afrique du Sud, Ouganda, Sénégal), près d'une centaine de nords-américains (États-Unis, Canada et Québec avec une douzaine de personnes – dont six de l'Université de Montréal et trois de l'Université du Québec à Hull. Plus de 150 communications, faites en espagnol et en anglais surtout. Quelques rares communications en français, grâce à la présence québécoise, ce qui permet encore à l'AIESS de demeurer officiellement – mais péniblement – trilingue. Communications centrées sur cette grande thématique de la pauvreté et de la transformation sociale. Cinq jours à temps plein de congrès, précédés d'une journée d'insertion dans la réalité latino-américaine de la pauvreté (la dette extérieure, l'économie informelle, l'éducation populaire) et d'un postcongrès de cinq jours d'ateliers sur différents thèmes tels les enfants de la rue, la prise en charge de la transformation sociale par les femmes, le SIDA, le macrodéveloppement.

Le paysage social et politique du congrès

En peu de mots, un menu nourrissant à souhait. De quoi donner quelques bons maux de tête si l'ambition nous prend de tout faire, de participer

1. En 1964, l'AIESS avait tenu son congrès au Brésil.

à toutes les activités. Mais aussi de quoi stimuler la réflexion pour de bons mois, au retour d'un séjour qui, en raison du contexte de sous-développement et de pauvreté où il se tenait, ne pouvait pas nous laisser indifférents.

En effet, chaque congressiste revient chez lui, non seulement avec de nouveaux contacts, de nouvelles idées et des informations de tout ordre, mais aussi avec une série d'images inoubliables de l'Amérique latine des classes populaires: les vendeurs itinérants, les salaires de famine, les emplois précaires de l'économie informelle (60 % de l'économie péruvienne), les marchés à ciel ouvert où se regroupent de petits commerçants, les bidonvilles, lieux de misère où s'entassent par dizaine de milliers des familles venues du *campo*, c'est-à-dire de la campagne. Lieux de misère, certes, mais lieux d'espoir aussi comme les gens de Villa el Salvador sauront le montrer aux délégués venus les rencontrer chez eux, un samedi matin du congrès.

Images d'autant plus inoubliables que cette réalité frappante s'est vue accentuer «magistralement» par un «superchoc» d'une série de mesures économiques sans précédent du nouveau gouvernement touchant les prix des aliments de base (riz, lait, huile, pain, pâtes), le transport en commun, le kérosène – ici la cuisine se fait avec ce produit. Inflation quand tu nous tiens: les nouveaux prix multipliaient par 30 le coût de la gazoline, par 5 le prix du pain, par 6 le prix de l'huile, etc. Tout cela sans que soit annoncée aucune mesure de redressement du salaire minimum.

Images d'autant plus inoubliables que cette réalité de la pauvreté d'un pays latino-américain nous frappe en plein visage par la situation paradoxale dans laquelle elle s'inscrit: à côté de cette pauvreté, une richesse comparable à celle que l'on a coutume de voir dans les pays du Nord, des modèles de consommation calqués sur les États-Unis dans certains hôtels, dans certains restaurants, dans certains quartiers, etc.

UNE OUVERTURE DE CONGRÈS STIMULANTE

Carmen Sarmiento, au nom du regroupement péruvien des travailleurs sociaux, le Colegio de los asistentes sociales, ouvrira la conférence en disant «la maison est petite mais le cœur est grand», voulant signifier par là que les ressources au Pérou sont minces, que le contexte national est dur, avec 54 % de pauvres et 20 % de miséreux, que la pauvreté est une forme de violence que même l'hôtel où nous étions, le Sheraton, ne réussira pas à occulter. Patricia Quintero, directrice du Centre latino-américain de travail social (CELATS), coprésidente de l'organisation du congrès (avec

Hubert Campfens, de l'École de travail social de l'Université Wilfrid Laurier de Waterloo, en Ontario) enchaîna en disant que la pauvreté en Amérique latine est le lot de la majorité et que la lutte pour la démocratie est une lutte pour vaincre la pauvreté. Ralph Garber, Canadien de l'École de travail social de l'Université de Toronto, président de l'AIESS, continua sur le thème en suggérant que si la pauvreté n'est pas le propre des pays du tiers monde, au Sud le sens de l'urgence est différent de celui du Nord. Quand on côtoie, ne fusse que périphériquement, la pauvreté et la misère qui est le lot de la majorité, les priorités ne sont pas les mêmes.

Mais c'est Eduardo Ballon, sociologue, responsable du programme de recherche «urbano-popular» de DESCO – ONG péruvienne née en 1967 et ayant une centaine d'intervenants sociaux dans tous les coins du pays² – qui donna le ton en faisant une présentation étoffée sur «Le nouveau contexte économique, politique et social du travail social en Amérique latine: la lutte pour la transformation sociale». Les années 80 ont vu les inégalités Nord-Sud s'approfondir davantage: la décennie 80 est une décennie perdue pour l'Amérique latine à cause des transferts vers le Nord. En effet, le Sud paie plus aujourd'hui pour les produits raffinés venant du Nord et reçoit moins pour la vente de ses matières premières. La crise économique signifie pour l'Amérique latine l'augmentation de sa dette extérieure d'une part et l'enrichissement, sur le continent même, d'une minorité profiteuse, d'autre part. Résultat: les États annulent leurs programmes sociaux déjà si minces. À l'exception du Chili, où le modèle néo-libéral a réussi, le Fonds monétaire international (FMI) et les gouvernements nationaux du Brésil, de l'Argentine, de la Bolivie, du Mexique et du Pérou ont imposé des mesures économiques qui hypothèquent l'avenir des classes populaires d'une manière dramatique. Autre constat: la crise actuelle des États en Amérique latine se traduit par une corruption, un clientélisme, une atrophie, une bureaucratisation sans précédent.

Face à cela, les mouvements sociaux vivent une période de mutation significative: les années 70 ont vu l'émergence d'un solide mouvement urbain-populaire, ouvrier et paysan, les trois souvent unis. Mais la conjoncture des années 80 a plutôt provoqué une fragmentation de ces mouvements. Cette décennie a aussi vu l'apparition de nouveaux acteurs sociaux, notamment les femmes, qui ont des demandes spécifiques distinctes.

La conjoncture des années 80 fait aussi apparaître des luttes populaires pour la démocratie, qui favorisent l'essoufflement des dictatures militaires et leur recul. Ces luttes ont ainsi amené des redéfinitions, de

2. Sur les ONG nationales en Amérique latine, voir FAVREAU et FRÉCHETTE (1991).

nouveaux débats autour du thème de la démocratie: «La démocratie n'est plus considérée comme un produit exotique en provenance de l'Europe.»

Si les années 70 ont fourni un nouvel éclairage sur les inégalités Nord-Sud à partir de la théorie de la dépendance, les années 80 contribuent «à la réinterprétation de la démocratie... et au rejet de la camisole de force des déterminismes économiques». Et du même coup, E. Ballon favorise la relance du débat sur le micro et le macrodéveloppement et sur leur interdépendance. Conclusion: certaines organisations, des formations politiques comme le Parti des travailleurs au Brésil (Lula, Freire), fournissent des indications sur la nécessaire jonction du politique et du social, sur l'importance de bâtir une démocratie politique et sociale.

UN MOMENT FORT DU CONGRÈS: LA CONFÉRENCE DE GUTIERREZ

À coup sûr, Gustavo Gutierrez est celui qui, avec E. Ballon de DESCO, donna le coup d'envoi du congrès par une présentation sur le thème de «La pauvreté dans la perspective de la théologie de la libération». Gutierrez est, avec les frères Boff³, théologiens brésiliens, l'un des principaux porte-parole de la théologie de la libération en Amérique latine. De nationalité péruvienne, professeur de théologie dans une université du pays et professeur invité dans de nombreuses universités du monde, notamment aux États-Unis et en Angleterre, Gutierrez réfléchit sur la pauvreté et la condition humaine à partir du point de vue de la théologie de la libération depuis le début des années 70. C'est un «pro» qui sait de quoi il parle et qui a parcouru l'Amérique latine pour impulser un nouveau souffle aux chrétiens dans leur engagement social au sein des classes populaires.

Pour l'essentiel, G. Gutierrez développa son sujet en se centrant sur une question fondamentale: «Dieu, où es-tu alors qu'il y a tant de souffrance?» En d'autres termes, «Comment parler de Dieu après Auschwitz ou comment parler de Dieu quand on voit la pauvreté et la misère de l'immense majorité des gens sur la planète?»

Tout en affirmant – avec raison d'ailleurs – que la question est plus grande que notre capacité d'y répondre, G. Gutierrez a développé le point de vue de la théologie de la libération sur ce sujet. La théologie peut être considérée comme une façon de parler de Dieu, du Dieu amour, en paroles et en gestes. La théologie de la libération est, elle, de façon plus spécifique,

3. Pour en savoir plus sur la théologie de la libération aujourd'hui, voir G. BAUM (1987) et *Vie ouvrière* (1988).

une théologie de la vie, une théologie qui annonce la vie. Donc, la lutte contre la mort prématurée des êtres humains et contre ce qui les fait mourir le plus, la pauvreté.

Fait nouveau, en Amérique latine, depuis les quelques dernières décennies: «les sans-nom, les sans-voix, les sans-importance» ont fait irruption sur la scène sociale. Les communautés de base sur tout le continent sont une des formes d'expression de cette irruption. C'est là la lutte pour le droit à la vie. La pauvreté, fait social, économique et culturel a été pendant des siècles considérée comme une fatalité. On a été très longtemps inconscients des causes de celle-ci. La pauvreté décrite avec nombre d'indicateurs dans les années 50 et 60 s'est vue enfin analysée de façon structurelle dans les années 60 et 70 avec l'apport notamment de la théorie de la dépendance⁴. Et c'est là que commencèrent les problèmes pour nombre d'autorités en place, puisque cette théorie faisait découvrir l'existence des privilégiés.

Mais G. Gutierrez avança également l'idée que la pauvreté n'est pas qu'une condition socio-économique. La pauvreté, dans plusieurs pays du monde, signifie la mort physique et culturelle, par la faim, par la maladie, par la répression (de quelque côté qu'elle vienne, de droite ou de gauche) et par la discrimination raciale. Il ajouta ensuite que c'est un mensonge social de prétendre qu'en Amérique latine, à la différence des pays du Nord, il n'y a pas de racisme. Ce racisme existe bel et bien ici aussi dans les attitudes, les coutumes, etc.

La pauvreté a donc une couleur, un sexe, une classe. Mais la pauvreté, c'est aussi le «monde des pauvres», une manière de vivre. La manière d'entrer dans ce monde, de s'y insérer, n'est donc pas indifférente. S'agit-il seulement du lieu d'un travail professionnel qui veut combler les carences liées à la pauvreté? Nombre de travailleurs sociaux et de travailleuses sociales le savent par leur implication avec les pauvres: «Il faut miser sur les possibilités, la capacité créatrice des pauvres, sans tomber dans le romantisme et l'idéalisation des pauvres», dira-t-il. Être engagé et engagée avec les pauvres ne constitue pas l'engagement suprême. Les pauvres n'ont pas non plus de disposition particulière qui leur conférerait une générosité exceptionnelle.

Que font les chrétiens devant cette pauvreté, cette souffrance? La raison ultime, qui leur est propre, n'est pas l'analyse sociale ni l'idée voulant que les pauvres soient bons. C'est bien plutôt leur foi en un Dieu qui préfère les pauvres. «Et Dieu, où es-tu devant tant de pauvreté?» «Et toi, où est

4. Sur la théorie de la dépendance, voir CARDOSO et FALETTA (1970).

ton frère?» Pour G. Gutierrez, ces deux questions ne sont pas séparées et ne peuvent pas être considérées séparément. De là, la lutte pour le droit à la vie, la lutte et l'amitié, la lutte pour la justice et la solidarité.

G. Gutierrez, à ce congrès, a préféré rappeler le cœur de la théologie de la libération plutôt que de la mettre en perspective politique de façon critique. Après tout, n'y a-t-il pas plus de 20 ans de réflexions et de pratiques liées à ce courant? Ce qui n'a pas manqué de susciter nombre de questions et de critiques. De la part des Asiatiques influencés par la pensée de Gandhi (la non-violence): Comment la théologie de la libération se situe-t-elle vis-à-vis du marxisme, de la lutte des classes, de la violence politique comme stratégie de lutte contre la pauvreté? De la part de certains Latino-Américains: Quels sont, après 20 ans de débat et de pratiques, les résultats actuels, en 1990, de la théologie de la libération? De la part de participants en provenance du Canada et des États-Unis: N'y a-t-il pas reculé de la théologie de la libération dans le contexte ecclésial actuel?

G. Gutierrez n'a pas escamoté ces questions, bien qu'il soit resté un peu trop général dans ses réponses. «Je crois en Jésus-Christ, pas en la théologie de la libération. La théologie de la libération est une approche, pas une réponse sociopolitique aux problèmes actuels de la planète. Elle n'a pas de thèmes distincts de la théologie traditionnelle.» Et en boutade il ajouta: «La théologie de la libération n'est pas une nouvelle sorte de parti politique dont je serais le secrétaire général.» Puis, se faisant plus spécifique, il indiqua qu'aujourd'hui l'Église des pauvres en Amérique latine est plus forte qu'en 1970, bien que les difficultés au sein de l'Église soient plus grandes.

Sur les liens avec le marxisme, G. Gutierrez se fit affirmatif: «Il n'y a pas de synthèse possible entre les deux, pas plus qu'avec le freudisme.» En d'autres termes, parler de l'inconscient et des mécanismes de défense ne signifie pas reprendre à son compte la philosophie de Freud. La théologie de la libération se sert de l'apport du marxisme dans les sciences sociales, notamment sur les classes sociales, mais aussi d'autres apports.

Malheureusement, le débat n'a pas eu lieu – débat prometteur dans les années 90 – sur l'apport respectif de la théologie de la libération – en Amérique latine – et de la pensée sociale et religieuse de Gandhi – en Asie –, notamment au chapitre de la stratégie de la non-violence, dans les processus de transformation sociale⁵.

Michel Azcueta, ex-maire de la Communauté urbaine autogérée de Villa el Salvador et actuel directeur de l'Institut péruvien du sport, chargé

5. Voir à ce propos MULLER (1981).

de commenter la présentation de G. Gutierrez, insista sur la nouvelle identité sociale et nationale qui se bâtit en Amérique latine à partir des secteurs populaires. Et cela dans une perspective de démocratisation non seulement des régimes en place, mais aussi de nos propres organisations, en combattant le populisme et le «caudillismo», insista-t-il. André Jacob, commentateur pour l'Amérique du Nord, rappela la présence de Québécois au premier congrès international des Chrétiens pour le socialisme tenu à Santiago au Chili en 1972⁶, parla de l'influence de la théologie de la libération au Québec, apport qui a permis à nombre de chrétiens engagés socialement de mieux comprendre les causes de la pauvreté et à d'autres de commencer à s'y engager sans craindre de travailler avec des militants appartenant à d'autres courants de pensée⁷.

UNE TABLE RONDE SUR L'ÉDUCATION POPULAIRE ET LE TRAVAIL SOCIAL

Francisco Vio Grossi, secrétaire général du Centre latino-américain d'éducation des adultes (CEAAL) remplaçait Paolo Freire. Il fit une présentation portant sur le thème de l'éducation populaire. Maxine Ankrah, professeure et directrice du département de travail social de l'Université Makerer, Kampala, Ouganda, remit en question par la suite, avec beaucoup d'aplomb d'ailleurs, la pratique de l'éducation populaire de l'Amérique latine.

Vio Grossi amena, en bon sociologue, des considérations sur la nouvelle conjoncture mondiale: «La crise des pays socialistes a fait tomber un modèle qui prétendait rompre par en haut avec les inégalités», devait-il affirmer. «Mais il y a aussi la crise du modèle nord-américain avec son individualisme et d'autres formes de pauvreté» que sont la consommation massive de drogues, la destruction de l'écologie. Il termina son exposé en faisant ressortir qu'il n'y a pas de «paradigme général alternatif» et que les sciences sociales, trop longtemps branchées exclusivement sur les structures, travaillent aujourd'hui sur les acteurs sociaux particuliers (avec leurs motivations, aspirations, priorités).

En dépit de l'absence d'un paradigme général, il faut néanmoins, dit-il, avancer des orientations générales: une société solidaire et pluraliste. D'où l'importance de l'éducation populaire et d'un effort de réflexion sur ses pratiques. Or c'est précisément ce que nous attendions de lui, l'Amérique latine ayant innové, ces 25 dernières années, dans ce domaine.

6. Voir à ce sujet VAILLANCOURT *et al.* (1972).

7. Voir FAVREAU (1989).

Les congressistes ont dû cependant se contenter d'une conclusion sur l'autonomie et la créativité des secteurs populaires. Cette conclusion se fit cependant discrète sur les conditions d'émergence et de réussite de l'éducation populaire sur ce continent.

En matière d'éducation populaire, qu'est-ce qui a réussi en Amérique latine et pourquoi? Comment expliquer que l'éducation populaire n'ait pas eu autant d'impact sous d'autres cieux, en Afrique par exemple? C'est Maxine Ankrah qui posa directement la question et vint finalement à la rescousse de Vio Grossi pour y répondre. «L'éducation populaire, c'est l'organisation à la base des communautés locales.» Or les gouvernements africains sont très ambivalents face à ce type de travail social. La conférence d'Arusha (en Tanzanie, conférence tenue en février 1990) réunissait plus de 400 personnes – en provenance d'ONG nationales, des gouvernements africains et de quelques ONG du Nord – sur le thème de la participation populaire. Cette conférence mit en relief cette attitude ambiguë des gouvernements africains face aux ONG qui affirmaient ne pas voir de participation populaire véritable sans la démocratisation des régimes politiques africains actuels.

Signalant qu'en dépit d'une plus grande pauvreté de l'Afrique, l'éducation populaire progresse moins vite en Afrique qu'elle ne semble le faire en Amérique latine, Maxine Ankrah s'interrogea à haute voix avec nous sur quelques conditions qui pouvaient favoriser le développement et une certaine réussite de l'éducation populaire en Amérique latine ou sous d'autres cieux:

1. Le soutien d'une couche significative d'intellectuels qui n'hésitent pas à se lier directement aux milieux populaires, paysans ou urbains;
2. Le développement par les éducateurs populaires d'institutions qui leur sont propres;
3. La relative cohésion culturelle et nationale sur le continent latino-américain (la religion catholique, la langue espagnole, des États plus anciens);
4. Des ONG liées à des mouvements sociaux disposant de traditions assez longues.

DES ÉCHANGES INFORMELS MOTIVANTS

C'est sur cette réflexion d'une grande honnêteté intellectuelle que les congressistes entamèrent leur période plus intimiste de travail dans des ateliers. Comme des fourmis vaquant à leurs occupations, chacun

et chacune des congressistes avait le loisir de choisir, parmi les 150 communications, une dizaine qui l'intéressaient davantage. Période plus intimiste, où les rencontres informelles entre personnes de différents pays, de différentes cultures, de différents styles de travail social permettent de s'approprier mutuellement, et de développer parfois des complicités et des moyens d'échange ultérieurs. Période aussi où se révèlent les limites de certains échanges: révélateur à cet effet, la confirmation des deux solitudes canadiennes: d'un côté, le Canada anglais avec sa langue, sa culture, son option sociale centralisatrice (le progrès social au Canada passe, on le sait, par un gouvernement central fort), son manque d'intérêt certain pour ce qui se passe au Québec (les communications témoignaient largement de cela); de l'autre, le Québec et sa délégation de l'après-Meech...

Un événement marquant fut sans doute celui du samedi (nous étions en congrès depuis près de trois jours déjà). En effet, un bloc important de délégués se sont rendus à 40 kilomètres du centre-ville de Lima pour visiter la Communauté urbaine autogérée de Villa el Salvador qui, avec les mesures économiques du gouvernement un peu avant le congrès et les mini-émeutes qui les ont accompagnées, demeurera parmi les images les plus inoubliables de cette semaine de travail à Lima.

Il vaut la peine de s'attarder quelque peu sur le phénomène Villa el Salvador (VES). Symbole par excellence du travail de l'organisation communautaire – pas seulement au Pérou mais dans toute l'Amérique latine –, VES, bidonville de 300 000 habitants, est aujourd'hui une ville autogérée, par surcroît née de rien ou presque, dans un coin de désert occupé illégalement par quelques centaines de familles au début des années 70.

C'est cette expérience d'organisation communautaire qui faisait dire à un chercheur du Worldwatch Institute:

Peut-être la réussite la plus grande dans l'édification d'une communauté d'entraide locale dans le monde est-elle celle de Villa el Salvador à Lima, où les citoyens ont planté un demi-million d'arbres, construit 26 écoles, 150 garderies, 300 cuisines communautaires, et formé des centaines d'assistants médicaux qui vont de porte en porte. Malgré l'extrême pauvreté des habitants de la ville, le taux d'analphabétisme est tombé à 3 % – l'un des plus bas de toute l'Amérique latine – et la mortalité infantile est inférieure de 40 % à la moyenne nationale. Les principaux artisans de cette réussite ont été un vaste réseau de groupes de femmes et la structure administrative démocratique des associations de quartier, qui a des représentants dans chaque bloc d'habitations. Ensemble, ils forment un dosage équilibré entre une organisation très développée à la base et un système d'administration, qui réagit vite, afin d'obtenir une plus grande participation possible dans

la conception et la mise en œuvre des actions de la communauté (Durning, 1989: 264-265)⁸.

Ce bidonville, comme la plupart des bidonvilles de Lima, est né dans le désert. Mais en 1990, au moment de notre visite⁹, chaque habitation ou presque a son arbre. Fait éloquent: un système d'irrigation des eaux usées a permis d'utiliser une portion du territoire de VES pour faire de l'élevage, et du lait et du fromage (2 000 têtes de bétail). L'électricité et l'eau, si difficiles à obtenir dans nombre de quartiers populaires de Lima, sont désormais choses courantes. Mais le plus frappant dans tout cela, c'est sans doute de voir que l'amélioration, très modeste, des conditions de vie de l'ensemble de VES est étroitement liée à l'organisation par pâtés de maisons, par groupes et par secteurs. Pas un seul pâté de maisons qui ne soit organisé. Même les nouveaux arrivants sont accueillis par un comité. De telle sorte que l'autogestion de la CUAVES (pour Communauté urbaine autogérée de VES) n'est pas un vain mot¹⁰. Les congressistes visiteurs ont pu rencontrer le nouveau maire élu à l'automne 1989 – un socialiste indépendant. Ils ont aussi pu participer à quelques rencontres plus ou moins informelles et très chaleureuses de membres de différents groupes de la CUAVES qui ont fait valoir, de manière prioritaire, leur volonté d'accentuer le développement de cuisines collectives (face aux mesures économiques coupe-gorge du gouvernement) et de relance du programme du verre de lait (*vaso de leche*) pour les enfants dans les écoles de VES.

Le lendemain, les congressistes se sont acheminés progressivement vers la plénière de clôture où, comme dans la plupart des colloques et congrès, peu de choses substantielles en sont sorties, sinon un climat de fraternité et de satisfaction des Péruviens, satisfaction d'avoir pu mener à bien, avec le soutien de Canadiens (Hubert Campfens principalement), l'organisation de ce congrès dont la plupart des participants du Nord doutaient de la faisabilité compte tenu du degré avancé de désorganisation du Pérou de 1990. C'était compter sans la capacité de débrouillardise

8. Voir DURNING (1989: 254-284) et BELLEC (1989).

9. L'un des auteurs de ces lignes a connu Villa el Salvador au début de son développement lors d'un séjour au Pérou en 1975, puis à nouveau à l'été 1989. Par suite de ce séjour, soit depuis un peu plus d'un an, un projet de recherche et d'intervention, issu de professeurs du programme de travail social de l'Université du Québec à Hull (UQAH), est en cours dans un secteur de Villa el Salvador.

10. L'un des auteurs de ces lignes prépare présentement un article sur le mouvement urbano-populaire péruvien et sur Villa el Salvador. Sur ce thème s'est tenu un séminaire de recherche organisé conjointement par la revue *Nouvelles pratiques sociales* et le programme de travail social de l'Université du Québec à Hull (UQAH), séminaire qui recevait un des fondateurs de VES, Antonio Zapata, au début de novembre 1990.

et d'improvisation de solutions de dernière minute des Péruviens. Hommage leur soit rendu.

LE CENTRE D'INTÉRÊT DES PARTICIPANTS AU CONGRÈS DE BUENOS AIRES

Du 8 au 12 août, Buenos Aires accueillait 2 600 personnes venues surtout de l'Amérique latine. Ce premier congrès de la Fédération internationale des travailleuses sociales sur le sol latino-américain a suscité beaucoup d'intérêt chez nos collègues des pays du tiers monde, mais, malheureusement, très peu en Europe, en Amérique du Nord, en Australie, en Asie et au Moyen-Orient. Le Canada et les États-Unis réunis n'ont pas réussi à mobiliser plus d'une dizaine de participants. Du Québec, seulement trois professeurs de travail social, Robert Mayer, Anne Paquet-Deehy et André Jacob, ont participé à ces assises. Les Européens du Nord (Norvégiens et Suédois) formaient la plus grande délégation étrangère avec une vingtaine de personnes.

Comme la très grande majorité des participants venaient de l'Amérique latine, ce fut émouvant de participer à des ovations debout pour les déléguées chiliennes, nicaraguayennes, cubaines, africaines et soviétiques (ces dernières participaient à un tel congrès pour la première fois). D'entrée de jeu, lors de l'ouverture, les délégués ont voulu souligner l'importance et la signification profonde de la participation de collègues de ces pays amis.

Plus de 2 600 personnes réunies à l'occasion d'un congrès bâti avec de très faibles ressources, cela tenait du rêve. Jusqu'au moment de l'ouverture, toute la coque craquait et personne ne pouvait jurer que le navire pouvait prendre le large: les programmes sont arrivés tout chauds de l'imprimerie car, la veille encore, on ajustait les horaires. Les problèmes d'hébergement semblaient insurmontables; les nombreux désistements de présentateurs et de présentatrices de pays américains ou européens commandaient des réajustements embarrassants; l'armée de bénévoles manquait de préparation. Bref, tout semblait vouloir échoir sur les difficultés organisationnelles. Pourtant, à la dernière minute, le 8 août à 18 heures, le Théâtre San Martin (l'équivalent de la Place des Arts à Buenos Aires) est rempli à craquer; une véritable atmosphère de fête règne; les discours d'ouverture sont un peu ampoulés, mais le spectacle d'ouverture ne laisse planer aucun doute sur le dynamisme qui va animer cette foule venue de divers pays. Dans les faits, un seul et profond sentiment de fierté transporte tout le monde: un congrès international de travailleurs sociaux en Amérique latine, en espagnol, avec un thème propre au tiers monde,

le développement et les transformations sociales, va faire vibrer toutes les cordes sensibles de ces hommes et de ces femmes impliqués dans des luttes de transformation dans leur pays respectif. Pour une fois, dans un congrès international, Latinos et Africains occupent la scène. Tous les ingrédients sont réunis pour des échanges adaptés à la réalité du tiers monde.

Dès le deuxième jour, Paulo Freire, conférencier principal, est venu témoigner de son engagement constant pour les transformations sociales¹¹. Sa biographie parle d'elle-même mais, pour illustrer ses propos sur l'éducation populaire aujourd'hui, il a rappelé son long cheminement personnel. Il a su soulever l'enthousiasme quand il a encore une fois dénoncé l'éducation bancaire, normative, contrôlante qui bloque l'émergence de la créativité et de l'expression populaire. Il s'est aussi attaqué à cette éducation qui se dit neutre: «Dans le tiers monde, la neutralité n'a pas de place. La neutralité bourgeoise est fautive car, en réalité, dans ses positions soi-disant objectives, elle vise à maintenir l'ordre social établi, c'est-à-dire celui qui va dans le sens de ses intérêts. Que nous soyons éducateurs ou travailleurs sociaux, nous sommes des acteurs dans le long processus des transformations sociales et du développement social et économique [...] Mais quelle direction, dites-moi, ces transformations doivent-elles prendre?»

Dans cette foulée, il a rappelé la misère en Amérique latine et en Afrique. Il a invité les congressistes à s'interroger en profondeur sur le fossé qui sépare le monde développé du monde sous-développé. Il a répété à quelques reprises comme une vérité élémentaire que les connaissances livresques prennent tout leur sens dans la pratique. «Souvent, souligne-t-il malicieusement, quand je viens à Buenos Aires, au lieu de passer ma soirée à lire un bon livre, je préfère aller danser le tango. Je m'amuse. Je goûte à la vie. Je regarde. J'écoute. Je me dis que toutes les joies, tous les plaisirs dans la vie sont faits pour tout le monde et non pas pour une minorité [...].» C'est avec ces images simples et évocatrices qu'il a touché le cœur et le sens critique de ces travailleuses sociales confrontées chaque jour avec des situations de désespoir. Ses 73 ans, bien relevés par une chevelure digne d'un patriarche de contes d'enfants, et sa vaste expérience inspirent encore, en 1990, espoir et sérénité.

11. Après avoir amorcé tout un processus d'éducation populaire et de conscientisation au Brésil et au Chili pendant les années 60, Paulo Freire, au lendemain du coup d'État chilien (1973), parcourt le monde, participe à l'éducation populaire en milieu rural en Afrique, notamment en Guinée-Bissau, puis va en Europe. De retour au Brésil dans les années 80, il est aujourd'hui l'un des dirigeants du Parti des travailleurs (PT) et secrétaire à l'éducation de la ville de São Paulo (20 millions d'habitants), ville gagnée par le PT aux élections municipales de 1988.

Cette contribution appréciée de tous et toutes servit de levier aux échanges qui suivirent. Pendant toute la durée du congrès, les ateliers étaient très fréquentés. Toutes les salles de l'Université de Buenos Aires ne suffisaient pas à accueillir tous ces praticiens, en général assez jeunes et désireux d'échanger sur leurs expériences. Forts de leurs expériences dans les bidonvilles de São Paulo, de Recife, de Lima ou de Santiago, dans les villages *quechuas* ou *aymaras* des Andes ou chez les Mapuches de la terre de feu, ou encore dans les quartiers ouvriers ou dans les campagnes, les congressistes ont échangé avec un intérêt soutenu en dépit de l'exiguïté des locaux. La curiosité d'apprendre de l'expérience des autres et de partager trouvailles, difficultés, orientations et stratégies semblait correspondre aux besoins du moment. Manifeste aussi, le désir de chercher des pratiques alternatives pour répondre aux principaux problèmes de l'heure.

En somme, la richesse d'un tel congrès est difficile à décrire. Il fallait plutôt la vivre. L'événement manquait de structure, les objectifs manquaient quelque peu de clarté. Mais ces échanges donnèrent du souffle et favorisèrent le développement de nouvelles solidarités.

Dans le contexte latino-américain, il faut peut-être rappeler que le travail social compte sur une infrastructure intéressante de soutien à la pratique et à la formation. Le CELATS (Centre latino-américain de travail social) et l'ALAETS (Association latino-américaine des écoles de travail social) occupent une place centrale dans l'évolution des pratiques. Les deux institutions permettent la production de recherches et alimentent le débat sur les pratiques et la formation. Depuis les années 60, au moment où le travail social traditionnel latino-américain avait tendance à copier les approches nord-américaines, le chemin parcouru est impressionnant. Les stratégies d'éducation populaire, la théologie de la libération et les divers courants marxistes ont conduit à une reconceptualisation du travail social dans les années 70, qui a marqué le début d'une démarche plus cohérente et plus adaptée aux réalités du sous-développement chronique de l'Amérique latine. Bien sûr, les approches traditionnelles ont encore des racines solides; mais les pratiques sociales dans les milieux populaires, ouvriers, paysans et autochtones ont définitivement tourné la page en direction des pratiques alternatives. Les pratiques «assistencialistes» ne conviennent plus et les travailleurs sociaux du tiers monde ne se sont pas contentés de le repérer à Buenos Aires; mais ils ont tenu à poursuivre leur réflexion pour approfondir ces changements dans les pratiques.

Autre signe du dynamisme du travail social latino-américain: la quantité et la qualité des publications. La maison d'édition argentine

Humanitas mène le bal avec une centaine de titres publiés en 1989, dont de nombreuses études sur les pratiques sociales. Humanitas distribue partout dans le monde et sert un peu de plaque tournante à tous les chercheurs, professeurs et praticiens du travail social latino-américain. De son côté, le Centre latino-américain de travail social (CELATS), dont le siège social est à Lima, publie régulièrement sa revue *Acción crítica* de même que plusieurs ouvrages sur les orientations et les pratiques sociales dans divers pays de l'Amérique latine, tout en servant de base d'appui (en matière de recherche et de réflexion) à l'Association latino-américaine des Écoles de travail social (ALAETS).

PROCHAIN RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL: WASHINGTON D. C.

Prochain congrès: Washington D. C., États-Unis. Rendez-vous donc en 1992. Et cette fois-ci, paraît-il, le congrès réunira les trois composantes de l'univers du travail social dans le monde, soit l'Association internationale des Écoles de travail social, la Fédération internationale des travailleurs sociaux et le Conseil international de l'action sociale (qui siégeait en juin dernier à Marrakech, au Maroc). Avis aux personnes intéressées. Les éventuels participants auront l'occasion, espérons-le, de côtoyer le meilleur du travail social accompli aux États-Unis. Les États-Unis sont un empire, certes; mais dans nombre de secteurs, ils sont aussi un lieu de pratiques sociales nouvelles plus près des nôtres qu'on ne le croit généralement.

Bibliographie

- FAVREAU, L. et L. FRÉCHETTE (1991). «Le développement communautaire en Amérique latine», dans DOUCET, L. et L. FAVREAU (sous la direction de), *Théories et pratiques en organisation communautaire*, à paraître en 1991.
- BAUM, G. (1987). «Théologie de la libération et marxisme», *Revue internationale d'action communautaire*, n° 17/57, printemps, Montréal.
- BELLEÇ, F. (1989). «Pérou, le bidonville de l'espoir», *Croissance des jeunes nations*, n° 320, octobre.
- CARDOSO et FALETTO (1970). *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, PUF, coll. Politiques.
- DURNING, Alan B. (1989). «Mobiliser les communautés de base», dans BROWN, Lester R. (1989), *L'État de la planète*, Paris, Economica.
- FAVREAU, Louis (1989). *Mouvement populaire et intervention communautaire*, Montréal, Éditions du Fleuve/CFP.
- MULLER, J.-M. (1981). *Stratégie de l'action non-violente*, Paris, Seuil.

VAILLANCOURT, Y., FAVREAU, L., LAGRENADE, P. et K. LÉVESQUE (1972). «Pourquoi s'intéresser au Chili?», *Relations*, n° 373, dossier, juillet-août.

VIE OUVRIÈRE (1988). «Entretien avec les frères Boff», *Vie ouvrière*, décembre.